

## ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N°2024/507

### PROROGÉANT LA PHASE TEST DU 10 JUILLET AU 10 OCTOBRE 2024

### INSTAURANT UN SENS UNIQUE DE CIRCULATION

#### RUE DE LA PETITE BAPAUME DU N°2 RUE DE LA PETITE BAPAUME VERS LA RUE DU SYNDICAT

Le Maire d'Ermont,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment en ses articles L. 2131-1, L. 2131-2, 2°, L. 2212-1, L. 2212-2, 1°, L. 2213-1, L. 2213-2 et R. 2213-1,

**Vu** le Code de la route, et notamment ses articles R. 110-2, R. 411-1, R. 411-8 et R. 431-1 et suivants,

**Vu** le Code pénal, et notamment son article R. 610-5,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation,

**Vu** l'arrêté municipal n°2023/569 en date du 04 juillet 2023 instaurant un sens unique de circulation, rue de la Petite Bapaume, du n°2 rue de la Petite Bapaume vers la rue du Syndicat, pour une phase test du 28 juillet 2023 au 10 juillet 2024,

**Vu** l'arrêté municipal n°2021/118 en date du 25 février 2021 portant délégation de fonction et de signature au 1<sup>er</sup> Maire-Adjoint chargé de l'Attractivité du Territoire et du Cadre de Vie,

**Considérant** la mise en place d'une phase test du 28 juillet 2023 au 10 juillet 2024, suite à l'étude de circulation et stationnement sur le territoire communal dans le but d'améliorer les déplacements (motorisés, piétons, vélos...) et le stationnement sur la commune d'Ermont ;

**Considérant** qu'afin de réduire le trafic de véhicule et d'éviter des croisements dangereux tant pour les usagers de la voie que pour les riverains, il convient de procéder à la mise en sens unique de circulation de la rue de la Petite Bapaume, du n°2 rue de la Petite Bapaume vers la rue du Syndicat, de manière pérenne ;

**Considérant** la finalisation des études sonores et de pollution atmosphériques en juin 2024 ;

**Considérant** l'arrivée à échéance de la période de test des arrêtés relatifs au plan de circulation au 10 juillet 2024 ;

**Considérant** qu'afin de dresser un bilan le plus exhaustif possible, il convient de proroger de trois mois la période d'application desdits arrêtés municipaux ;

**Considérant** qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prendre toute mesure permettant de concilier liberté de circulation et sécurité des usagers de la voie publique et de ses dépendances ;

**Considérant** la nécessité de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de concilier bonnes conditions de circulation et sécurité des usagers ;

**Considérant** que le présent arrêté a pour objet le bon ordre et la sécurité publique ;

### ARRETE

**Article 1 :** Les dispositions de l'arrêté municipal n°2023/569 du 04 juillet 2023 susvisé sont prorogées pour une durée de trois mois, soit jusqu'au 10 octobre 2024.

**Article 2 :** Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3 :** Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication. Nonobstant la disposition précédente, il est opposable aux usagers à compter de la mise en place des mesures de signalisation règlementaires horizontales et verticales.

**Article 4 :** Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il est possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Ermont, le 04.07.2024



Pour le Maire et par délégation,  
Benoît BLANCHARD,

1<sup>er</sup> Adjoint au Maire en charge de l'Attractivité  
du Territoire et du Cadre de Vie